



Réf : NS/FG/2017-043

Lettre ouverte aux Villeneuvois

Cabinet du Maire

Le 6 juin 2017

Objet :

Accueil de migrants demandeurs d'asile

Madame, Monsieur, Chers concitoyens,

Depuis peu, une rumeur circule dans notre Commune. Il semblerait que la société ACCOR, propriétaire de l'hôtel F1 situé dans notre parc d'activités du Larzat, ait décidé de le vendre à la filiale immobilière de la Caisse des Dépôts et Consignations. Elle aurait pour dessein d'en changer la destination, dans le cadre du renforcement des infrastructures de logement d'urgence et souhaiterait y héberger des migrants demandeurs d'asile.

Certains ont cru utile de diffuser un tract dans la Commune, tract dont les relents électoralistes et nauséabonds n'auront échappé à personne. Pour ma part, je regrette vivement que les services de l'Etat en charge de ce dossier n'aient pas eu la délicatesse de nous tenir informés des tractations qui s'échafaudaient dans notre dos. J'aurais volontiers participé à une réunion permettant de traiter dans un esprit constructif et participatif et surtout avec humanité la problématique qui se pose collectivement à nous.

Dès que j'ai pris connaissance de ce qui se tramait, j'ai immédiatement contacté la préfecture pour obtenir du Préfet une version officielle des faits. Là aussi, il semblerait que ce soit la loi du silence puisque mes appels sont restés vains et qu'à ce jour, aucun rendez-vous ne m'a été accordé.

L'Etat semble oublier que les communes sont au cœur de l'action publique, que la mise en place de mesures dédiées au niveau national ayant un impact au niveau local méritent pour le moins un peu plus de transparence, de concertation, et de respect vis-à-vis des administrés.

La décision aura été prise, ce que je dénonce aujourd'hui, de manière unilatérale, sans aucune concertation avec les élus locaux.

Pouvons-nous accepter d'être méprisés à ce point ? Non.

Nous sommes en droit de nous poser certaines questions !

Est-ce que toutes les conditions sont réunies pour accueillir ces migrants ? Est-ce que l'Etat a délivré des autorisations d'urbanisme afin de transformer l'hôtel en centre d'hébergement ? Les questions d'hygiène et de sécurité ont-elles été envisagées ? Est-ce que l'Etat va, dans ce cas de figure s'exonérer de normes draconiennes qu'il impose par ailleurs aux élus locaux ? Autant de questions qui nécessitent des réponses !

Parallèlement à ce courrier que j'ai tenu à vous adresser en toute transparence, j'expédie ce jour une lettre à l'Association des Maires de France. Je lui demande expressément de servir d'interlocutrice privilégiée et de réunir dans les plus brefs délais l'ensemble des Maires concernés dans l'hexagone (apparemment 62) en vue de s'unir et de trouver une issue acceptable à cette situation.

Nous avons depuis peu, un nouveau Président de la République en la personne de Monsieur MACRON. Il a affirmé vouloir une méthode politique nouvelle, plus moderne. Je l'ai donc également interpellé par écrit.

Je vous prie de croire, chers Villeneuvoises et Villeneuvois, que je suis déterminé à faire entendre notre voix auprès des plus hautes instances du pays. C'est un dossier sensible qui doit être traité loin des passions et sans haine. Je ne manquerai donc pas de vous tenir informés de ses évolutions futures.

Très cordialement

Noël SEGURA,
Maire,
Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Segura

